



Roanne



Agglo



COUP DE FREIN SUR LE LOGEMENT SOCIAL

L'incertitude et la menace qui ont pesé sur le logement social dans le projet de finances 2018 du Gouvernement ont contraint Opheor, son principal acteur, l'agglomération, à annoncer la révision de son plan d'actions.

Publié le 23 janvier 2018

Sommaire

Naviguez dans les chapitres de cette page

Outils



Il y a un an, Opheor et Roannais Agglomération présentaient un programme de modernisation sans précédent, prévoyant d'investir 130 M€ d'ici 2021, dont 60% consacrés à la rénovation de ses logements sociaux, l'Agglo apportant un soutien à hauteur de 3 M€. À l'annonce de la réforme des APL et de la baisse des loyers imposée par le Gouvernement Macron il y a quelques semaines, Opheor a estimé à 2,8 M€ par an la perte de son chiffre d'affaires à court terme.

TOUS LES PROJETS SUSPENDUS POUR LE MOMENT

Face à cette situation catastrophique et incertaine, le conseil d'administration de l'office public a décidé le 11 décembre de suspendre tous ses projets de construction, de réhabilitation et d'entretien.

« Considérer que les bailleurs sociaux sont riches, c'est peut-être vrai dans des grandes villes et en région Île-de-France, mais pas sur

notre territoire, rappelle Yves Nicolin, président de Roannais Agglomération et vice-président d'Opheor. Faire croire que la baisse des loyers de 50 à 60 euros par mois est une bonne nouvelle est démagogique, car demain les locataires risquent de vivre dans un environnement dégradé, avec des cages d'escaliers pas rénovées et moins de services. Enfin, cette situation risque de pénaliser également les entreprises du bâtiment et donc l'emploi si nous devons effectivement renoncer à nos projets de construction et de rénovation énergétique ».

L'impact sur l'organisation est immédiat. « À Roanne, les deux antennes de proximité du Parc et de Saint-Clair vont être fermées afin qu'Opheor se concentre sur ses missions de base, que sont la location et l'entretien des bâtis, annonce son président Farid Medjani. Du côté des investissements et pour assurer la survie de l'office, nous devons dans les prochaines semaines faire des choix respectueux de la qualité de vie de nos locataires, de l'équilibre économique local vis-à-vis de l'emploi et des entreprises du bâtiment, et des politiques de l'habitat et de l'aménagement du territoire. »



SIGNALER UNE ERREUR SUR CETTE PAGE

